

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-Marsan

Mont-de-Marsan, le 12 décembre 2025

Références : DREAL/2025D/10306
Code AIOT : 0005209640

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 octobre 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCORIES DE L'ATLANTIQUE

5222 route Océane
ZA Bourriaou
40390 Saint-Martin-de-Seignanx

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 octobre 2025 de l'établissement exploité par la société SCORIES DE L'ATLANTIQUE et implanté au 5222 route Océane, ZA Bourriaou, sur la commune de Saint-Martin-de-Seignanx. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

SCORIES DE L'ATLANTIQUE
5222 route Océane - ZA Bourriaou - 40390 Saint-Martin-de-Seignanx
Code AIOT : 0005209640
Régime : Déclaration
Statut Seveso : Non Seveso
IED : Non

La société SCORIES DE L'ATLANTIQUE située à Saint-Martin-de-Seignanx avait pour objectif de réceptionner, cribler et valoriser en amendement agricole des scories provenant de l'établissement exploité par la société CELSA à Tarnos et en majeure partie d'aciéries espagnoles. Cette société est en redressement judiciaire depuis 2022 (plan de redressement acté en 2023).

Problématique ICPE :

L'installation est soumise à déclaration depuis 2015 pour des activités de transit et de broyage, concassage, criblage de matériaux ou de déchets pulvérulents (rubriques 2515 et 2516). L'action de l'inspection a été rendue nécessaire pour cause de plaintes dès 2015 pour des envols de poussières, la présence de métaux sur la voie d'accès et d'un volume important de scories entreposées. Puis, en 2016, des nuisances très importantes de poussières et de bruits, mais aussi des problèmes de pollution du cours d'eau et de la nappe sous-jacente ont été signalés à la DREAL.

L'action de l'inspection a consisté en 10 inspections sur site entre 2016 et 2021 ayant conduit :

- à trois mises en demeure avec mesures conservatoires pour régulariser l'activité, la suspendre le temps de la régularisation et produire un diagnostic environnemental,
- une astreinte administrative (50 €/j)
- et une liquidation d'astreinte en mars 2020 pour 9 150 €.

Une procédure pénale a également été engagée.

Au-delà des nuisances, l'enjeu du dossier s'est concentré autour du caractère inerte des déchets réceptionnés sur le site (en lien avec la déclaration ICPE faite par l'exploitant). Il avait été mis en évidence dès le début que si les scories issues de CELSA à Tarnos étaient bien des déchets inertes, celles provenant des aciéries espagnoles, lesquelles étaient composées de scories mélangées à du bois, des plastiques, des pneus, du béton, des ferrailles..., n'étaient pas inertes. Compte tenu du caractère non inerte des déchets traités, soit une estimation de 15 000 tonnes hors exhaussement de terrain, l'activité exercée sur le site ne relevait pas du régime de la déclaration (rubriques 2515 et 2516) mais du régime de l'autorisation (rubriques 2791 et 2716).

Malgré la suspension d'activité et des scellés sur les accès au site, l'exploitant a continué de réceptionner des déchets et de les commercialiser.

Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Autre
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation des déchets	AP de Mise en Demeure du 04/11/2016, Article 1	Consignation, Liquidation partielle d'astreinte	/
2	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement, Article R. 512-46-25	Mesures conservatoires	1 mois

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a été constaté que les tas de scories et autres déchets (équipements abandonnés, fibrociment amianté, etc.) n'ont toujours pas été évacués depuis la mise en demeure de 2016. La procédure de cessation d'activité n'a toujours pas été menée à son terme.

Il est ainsi proposé à Monsieur le Préfet de procéder à une nouvelle liquidation d'astreinte, de faire consigner une somme permettant d'évacuer les scories et autres déchets du site, ainsi que de prescrire à l'exploitant des mesures conservatoires afin de sécuriser l'accès au site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de la mise en demeure du 04/11/2016 - Évacuation des déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2016, Article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des déchets
Prescription contrôlée : La société SCORIES DE L'ATLANTIQUE, dont le siège social est situé : zone artisanale Bourriaou, 5222 route océane, 40390 Saint-Martin-de-seignanx, est mise en demeure d'évacuer le stock de déchets non

inertes sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté pour les scories en tas et de 6 mois supplémentaires pour l'exhaussement, et transmettre tous les mois les justificatifs de l'état d'avancement de cette évacuation.

Cette évacuation doit être menée conformément à l'article L. 541-1 de Code de l'environnement, en particulier en matière de hiérarchie des modes de traitement.

+ astreinte administrative de 50 €/j (arrêté préfectoral DCPAT n° 2019-484 du 9 juillet 2019)

+ liquidation partielle de l'astreinte administrative pour un montant de 9 150 € (arrêté préfectoral DCPAT n° 2020-98 du 16 mars 2020)

Constats :

Malgré la suspension d'activité, l'exploitant a continué de réceptionner des déchets et de les commercialiser auprès de la coopérative Lur-Berri installée dans le 64. Des scellés ont été posés sur les deux accès au site. Les scellés ont été brisés à 4 reprises. Lors de l'inspection du 22 octobre 2025, plus aucune trace de scellé n'était visible.

Au cours de cette même inspection, il a été constaté que les tas de scories étaient toujours sur le site, ainsi que d'anciens équipements, et celui-ci paraissait à l'abandon : végétation au sol et sur le crible, équipements métalliques rouillés, tas qui n'ont pas évolué (estimés à environ 15 000 tonnes), ni apport de nouvelles scories récemment. À noter la présence nouvelle d'un tas de plaques de fibrociment amianté.

La procédure de cessation d'activité, et en particulier l'évacuation des déchets (tas de scories + exhaussement, équipements rouillés, fibrociment et tous ceux qui n'ont pas été visualisés lors de l'inspection), n'a toujours pas été menée à son terme.

Il est proposé à Monsieur le Préfet sur ce point de procéder à une nouvelle liquidation d'astreinte et de prononcer la consignation d'une somme pour l'évacuation et l'élimination des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Consignation, Liquidation partielle d'astreinte

N° 2 : Mise en sécurité du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 512-46-25

Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site

Prescription contrôlée :

- I. Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.
- II. La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.
- III. Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.
L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV. Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.

+ article 2 de l'arrêté préfectoral DAECL n° 2017-254 du 28 avril 2017

L'accès de toute zone dangereuse est interdit par un dispositif efficace comprenant a minima, à l'entrée de chacun des deux chemins du site, une barrière composée d'une chaîne et d'un panneau signalant le danger et interdisant l'accès.

Constats :

Dès avril 2017, il avait été constaté que le site présentait un danger pour la sécurité publique en raison de l'absence de clôture. Un arrêté préfectoral de mesures conservatoires avait été signé en ce sens.

Lors de l'inspection du 22 octobre 2025, il a une nouvelle fois été constaté que le site n'était absolument pas sécurisé : absence de barrière sur un accès, barrière relevée et endommagée pour l'autre accès, absence de clôture, absence de signalétique, terrain accidenté, présence d'un trou important en partie Est du site, présence d'anciens équipements industriels, zone isolée de tout.

Il est proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mesures conservatoires afin de sécuriser le site vis-à-vis des tiers dans un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mesures conservatoires

Proposition de délais : 1 mois